

Reportage Coopération

Des élus pistent l'aide au Sud

Une délégation genevoise s'est rendue au Sénégal. Eclairage sur deux des huit projets visités

Laure Gabus de retour du Sénégal

Revêtue d'un splendide boubou jaune et bleu, Aïssatou Kane Djiba reçoit les membres d'une délégation d'élus genevois chez elle, à Djiddah Thiaroye Kao (DTK), l'un des quartiers précaires de la banlieue de Dakar, capitale du Sénégal. Sa maison vient d'être rehaussée de trois mètres et la porte d'entrée installée par des artisans du quartier.

La mère de famille est soulagée. En 2005, on a dû quitter la maison à cause des inondations, en 2008 aussi. «Nous avons loué quelque chose ailleurs en attendant que la maison sèche. On s'y est réinstallé en 2011 mais le bâtiment s'était affaissé, le toit était devenu trop bas et la porte n'ouvrait plus», explique-t-elle. Les travaux ont été possibles grâce à un prêt de 600 000 francs CFA (ndlr: 1000 francs suisses) d'appui à la reconstruction accordé par la Fédération sénégalaise des habitants (FSH) et son partenaire suisse UrbaMonde. C'est l'une des 300 maisons qui seront reconstruites d'ici à 2017 dans le cadre du projet urbaDTK, qui est l'un des huit bénéficiaires de fonds d'aide au développement suisses visités la semaine dernière lors d'un voyage organisé par la Fédération genevoise de coopération (lire notre édition du 19 février et ci-contre). Le projet reçoit un appui de 65 000 francs par an des communes genevoises.

Inondations et reconstruction

La commune de DTK compte 300 000 habitants et illustre l'explosion urbaine non maîtrisée au Sénégal. Depuis la grande sécheresse sahélienne des années 70, les migrants se sont installés dans la périphérie de la capitale sur les seuls terrains libres: une zone inondable asséchée. Cette urbanisation s'est faite sans planification, sans réseau d'assainissement, sans cadastre. En vingt ans, les rejets d'eaux usées ont pollué la nappe phréatique sous-jacente, la principale ressource d'eau potable de la capitale. «Il fallait arrêter de pomper cette eau et trouver d'autres sources potables. La stratégie mise en œuvre par l'Etat a été d'installer 200 km de canalisations jusqu'à la Mauritanie. Un effet secondaire a été négligé dans cette approche, explique Cyril Royez, coordinateur d'UrbaMonde. Ladite nappe phréatique est remontée de 3 mètres en cinq ans, 300 000 personnes ont été inondées.»

«Depuis 2010, nous avons ouvert un atelier de planification urbaine et réalisé le premier plan d'aménagement communal participatif du Sénégal, se félicite Papa Ameth Keita, coordinateur du projet. Avec l'appui technique de l'EPFL, de l'UNIL et de ParisTech, nous avons fait pression pour que l'Etat et la Banque mondiale prennent les mesures nécessaires pour drainer les quartiers inondés. Et depuis dix-huit mois, nous œuvrons pour la reconstruction des maisons sinistrées en octroyant des crédits à la construction à des groupements d'épargne féminins, qui choisissent eux-mêmes les bénéficiaires et les artisans.» Et de préciser: «Ici, si tu prêtes à un homme, tu ne sais pas ce qu'il va advenir. Les femmes, elles, savent gérer l'argent, elles s'entraident en cas de difficulté et vérifient que personne ne profite du système.»

Agriculture vs spéculation

A l'instar de la France, son ancienne métropole, le Sénégal est un Etat centralisé. Un habitant sur quatre vit à Dakar et 80% des activités économiques sont concentrées dans la capitale. L'extension urbaine de cette dernière se répercute sur la cité voisine de Thiès, située à 70 km de distance. Prochainement, le nouvel aéroport s'installera entre les deux villes et une bretelle de l'autoroute à péage est en train d'être construite à Dakar afin de relier les deux agglomérations. Thiès s'est ainsi re-



Rencontre

Aïssatou Kane Djiba pose devant sa maison fraîchement rehaussée, en compagnie d'une partie de la délégation genevoise. LAURE GABUS

Les projets visités par les élus genevois



50 ans de coopération

Depuis cinquante ans, la Fédération genevoise de coopération (FGC) est partenaire des collectivités publiques et garantit l'usage efficace des fonds investis dans la solidarité internationale. Chaque année, elle soutient une centaine de projets dans une trentaine de pays du Sud et en Suisse. Elle dispose d'un budget d'environ 10 millions de francs. Ses fonds proviennent de la Confédération, de l'Etat et du Canton de Genève et d'une vingtaine d'autres communes genevoises. La FGC représente plus de 15% du budget cantonal de coopération au développement et 44% du budget de la Ville. La qualité des projets qu'elle soutient est assurée par un standard original, exigeant et reconnu. Son label certifie les projets approuvés par une quarantaine d'experts volontaires. Ses frais de fonctionnement se situent en dessous de 9%. L.G.

Utile, la coopération? Le bilan de quelques élus

Entre visites de projets et rencontres protocolaires, le programme des treize élus genevois au Sénégal était chargé. Quel bilan ont-ils tiré de l'utilité de l'aide au développement? «L'argent est bien utilisé et l'on s'en rend mieux compte sur place qu'en lisant un rapport d'activité, se félicite Anne Carron-Cescato, élue PDC en Ville de Genève. A l'heure où l'Europe débat des questions migratoires, je réalise que la coopération est plus nécessaire que jamais.» Comme d'autres élus de gauche, Emmanuel Deonna, conseiller municipal PS en Ville, était déjà convaincu du bien-fondé de la coopération: «Je ne suis pas venu «en évaluateur» car je savais déjà avant de partir au Sénégal que les projets sélectionnés par la Fédération genevoise de coopération le sont sur une base très rigou-

reuse. J'envisage mon rôle, avant tout, comme celui d'un relais des préoccupations des acteurs de terrain auprès de la population genevoise.» La conseillère municipale PS Christiane Leuenberger-Ducret est revenue extrêmement positive: «Quand on voit comment cela aide les organisations sur place et le bon travail qu'elles effectuent, on réalise que la coopération internationale est très, très importante.» L'élue espère désormais que la Ville et même les communes donneront un peu plus. Et que Genève appliquera la loi prévoyant de verser 0,7% de son budget à des projets de solidarité internationale.

Pourquoi ne pas laisser les gouvernements locaux s'en charger? «Ce serait l'idéal, admet Laurent Jimaja, conseiller administratif Vert au Grand-Saconnex.

un rapide retour sur investissement, mais les investisseurs rôdent autour des champs. Le Graim tente de convaincre les autorités de la nécessité de préserver des zones agricoles et d'octroyer des titres de propriété aux paysans pour sécuriser les terres. Le jour de la visite de la délégation suisse et face à la presse, le maire s'est engagé à payer l'électrification de la pompe à eau et à octroyer des titres de propriété aux agriculteurs.

«Si quelqu'un est propriétaire, il aura tendance à mieux entretenir sa terre et veillera à ne pas l'appauvrir, explique Ousmane Dianor, directeur de l'AccEd. Nous tentons également de faire prendre conscience aux agriculteurs que leur terre est leur outil de travail et qu'elle permettra leur subsistance et celle de leur famille à long terme.» Le Graim forme également des jeunes maraîchers. Un programme budgété à 222 000 fr. pour 2015-2017 et dont 158 555 fr. sont versés par l'Etat, la Ville de Genève et Chêne-Bourg.